
Israël intensifie son agression militaire dans la région. Mais est-ce par force ou par faiblesse ?

Description

L'Agence Média Palestine propose une traduction de cette analyse de Qassam Muaddi sur l'intensification au niveau régional des attaques israéliennes.

Alors que les cessez-le-feu sont fragiles à Gaza et au Liban, Israël intensifie ses agressions militaires dans la région, ce qui soulève la question suivante : Israël connaît-il un moment de force sans précédent, ou a-t-il peur de trahir une faiblesse sans précédent ?

Par Qassam Muaddi, le 28 février 2025



23 février 2025, Jérusalem, Cisjordanie, Palestine : des gens regardent les chars militaires israéliens participer à l'opération militaire sur la ville et son camp. Le ministre israélien de la Défense a déclaré que ses forces resteraient dans les camps de réfugiés pendant l'année à venir et a annoncé de vastes opérations militaires qui comprennent le déploiement de chars après le déplacement de dizaines de milliers de Palestiniens. (Crédit Nasser Ishtayeh/SOPA Images via ZUMA Press Wire APA Images)

Entre deux cessez-le-feu fragiles, l'un à Gaza et l'autre au Liban, Israël continue d'intensifier ses actions militaires sur tous les fronts. En début de semaine, des avions de combat israéliens ont mené des frappes aériennes dans le sud de la Syrie, aux alentours des villes syriennes de Izrea et d'Ain al-Beida, tandis que les troupes terrestres israéliennes ont poussé plus loin en territoire syrien et sont entrées dans les limites administratives des gouvernorats de Deraa et de Quneitra.

La semaine précédente, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avait annoncé, dans un discours à l'occasion d'une cérémonie de remise de diplômes des officiers israéliens, qu'Israël ne quitterait pas les territoires qu'il a occupés en Syrie après la chute du régime d'Assad en décembre dernier. Netanyahu a également déclaré qu'Israël ne permettrait pas la création d'une nouvelle armée syrienne au sud de Damas.

Au Liban, Israël a déclaré qu'il maintiendrait le contrôle de cinq positions à la frontière sud du pays. Lors des funérailles des dirigeants du Hezbollah Hassan Nasrallah et Hassan Nasrallah, des avions de combat israéliens ont survolé la cérémonie à Beyrouth à basse altitude en signe de force, tout en bombardant simultanément plusieurs endroits dans la vallée de la Bekaa et dans le sud.

Dans le nord de la Cisjordanie, Israël a continué à étendre son offensive du « mur de fer », atteignant de nouveaux camps de réfugiés palestiniens et de nouvelles villes. 40 000 personnes ont été expulsées de leurs foyers dans le nord de la Cisjordanie depuis le début de l'offensive le mois dernier. Le ministre israélien de la guerre, Israel Katz, a déclaré qu'Israël [ne permettrait pas aux Palestiniens d'accepter de retourner chez eux](#) avant au moins un an, ajoutant qu'aucune limite de temps n'avait été fixée à l'offensive.

Tout cela se déroule en arrière-plan alors qu'Israël a systématiquement violé son fragile accord de cessez-le-feu avec le Hamas lors de sa première phase. Pendant ce temps, Israël traîne les pieds pour passer à la deuxième phase de l'accord de cessez-le-feu, qui comprendrait des négociations sur la fin de la guerre, et le ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, qui défend une ligne dure, a continué de menacer de lancer une attaque encore plus dure contre Gaza ces derniers jours.

En d'autres termes, Israël projette sa force militaire sur tous les fronts tout en faisant preuve de recalcitrance sur le plan diplomatique. Il le fait à un moment où il semble se sentir tout-puissant et sans contrainte après avoir affaibli son ennemi du nord, le Hezbollah, et avoir obtenu carte blanche pour faire ce qu'il veut en Cisjordanie.

Mais la réalité est qu'Israël est sorti d'un an et demi de guerre sans précédent, ayant déclenché des niveaux de violence sans précédent, s'engageant dans un degré de mobilisation militaire sans précédent, et l'ayant prolongé pendant 15 mois à la plus longue guerre de son histoire. Pourtant, il a fait tout cela sans atteindre les objectifs qu'il s'était publiquement fixés : l'élimination du Hamas. Aujourd'hui, il négocie avec le Hamas, n'ayant pas réussi à récupérer la majorité des prisonniers israéliens par la force. Mais il cherche à prolonger la première phase du cessez-le-feu afin de pouvoir libérer davantage de prisonniers sans accorder d'autres concessions au Hamas.

De plus, au cours des trois derniers mois de la guerre, avant le cessez-le-feu, Israël n'a pas pu atteindre son objectif implicite de nettoyage ethnique du nord de Gaza ; il a accepté le retour de centaines de milliers de Palestiniens dans le nord en échange de l'échange de prisonniers. Et bien qu'il ait été capable d'affaiblir le Hezbollah, il n'a pas été en mesure de l'éliminer ou d'enrayer sa capacité à reconstituer sa force et encore moins de neutraliser le groupe Ansar Allah du Yémen (communément appelé les « Houthis »), qui n'a cessé ses attaques contre Israël qu'à l'annonce du cessez-le-feu et continue de menacer de reprendre les hostilités si Israël revient à la guerre.

Plus encore, la responsabilité interne de l'échec de la sécurité du 7 octobre n'a même pas commencé, bien que l'armée israélienne ait enquêté sur ces échecs. Netanyahu s'efforce de prendre le contrôle du processus d'enquête concernant ces échecs, ce qui indique clairement sa propre crainte d'être tenu responsable. Le gouvernement de Netanyahu est également tenu par un fil, coincé entre l'apaisement des secteurs de la société israélienne qui veulent poursuivre le cessez-le-feu, y compris l'establishment militaire, et ses alliés extrêmes, qui menacent de quitter le gouvernement et de précipiter ainsi son effondrement si Netanyahu ne reprend pas la guerre.

À la lumière de ces faits apparemment contradictoires, il est difficile de juger si la poursuite de l'escalade militaire par Israël est une expression de force, une confiance excessive ou une

tentative de prolonger l'état de guerre afin d'éviter de faire face aux conséquences de son échec. Israël connaît-il un moment de force sans précédent ou a-t-il peur de trahir une faiblesse sans précédent ?

Le feu vert qui n'a pas été donné

Un an après le 7 octobre 2023, l'envoi de l'administration Biden au Moyen-Orient, Amos Hochstein, qui a joué un rôle clé dans la conclusion du cessez-le-feu entre Israël et le Hezbollah, a [nié que les États-Unis avaient donné à Israël le feu vert](#) pour attaquer le Liban, ajoutant que ces allégations étaient « irresponsables ». Cependant, Israël mène sa campagne sur Gaza et le Liban depuis un an avec des armes américaines. Selon le projet « Costs of War » de [l'université Brown](#), les États-Unis ont dépensé au moins 17,9 milliards de dollars en aide militaire à Israël depuis le 7 octobre, soit plus que l'aide militaire américaine à Israël au cours de toutes les années depuis que les États-Unis ont commencé à aider militairement Israël.

Le soutien des États-Unis à la guerre d'Israël ne s'est pas limité à l'aide militaire. Dès le premier jour, Washington a [adopté le référendum israélien](#) sur ce qui s'est passé le 7 octobre et sur la guerre elle-même. Et il a opposé son veto à une résolution de cessez-le-feu trois reprises au Conseil de sécurité de l'ONU, contre la volonté d'une majorité d'États membres.

Mais ce soutien apparemment sans limite avait un objectif : éliminer le Hamas et la résistance armée palestinienne à Gaza, ce qui ouvrirait la voie à la création d'un nouvel environnement politique dans la région permettant la poursuite des accords de normalisation entre Israël et les pays arabes. Cela aurait créé un climat favorable à de nouveaux accords commerciaux impliquant Gaza (y compris ses [riches réserves de gaz naturel](#)) sans être entravé par la question palestinienne.

Israël n'a pas été en mesure de tenir ses promesses. La cause palestinienne a repris le devant de la scène et est devenue impossible à ignorer au niveau international. L'Arabie saoudite, qui devait normaliser ses relations avec Israël avant le 7 octobre, conditionne désormais la normalisation de ses relations diplomatiques avec Israël à la réouverture d'un processus politique visant à établir un état palestinien.

Israël lui-même fait l'objet d'une enquête pour génocide, tandis que son Premier ministre et son ancien ministre de la Guerre font l'objet de mandats d'arrêt internationaux. Cela représente à lui seul un changement majeur dans le traitement international de la Palestine et d'Israël. Pour la toute première fois, le système international prend des mesures pour tenir Israël responsable.

La décision de la Cour internationale de justice de juillet dernier, selon laquelle l'occupation par Israël de la Cisjordanie, de Gaza, de Jérusalem-Est et du plateau du Golan était illégale, a mis fin à un débat qui durait depuis des décennies sur le fondement juridique de l'occupation, dissipant l'ambiguïté dont Israël dépendait pour obtenir le soutien international et, au moins, la tolérance internationale à l'égard de ses politiques d'occupation. Ces évolutions ne mettront pas fin à l'occupation, ni même au soutien des États-Unis et de l'Occident, mais elles rendent impossible de la dissimuler, obligeant Israël et ses alliés à résoudre le dilemme de savoir s'ils sont prêts à imposer des limites.

La force face à la réalité

Ce dilemme n'a pas suffisamment évolué pour produire un changement radical, mais il a commencé à se manifester sous différentes formes. L'une d'entre elles est le fait que l'administration Trump, l'administration américaine la moins diplomatique de mémoire récente, surtout en ce qui concerne le soutien à Israël, a pratiquement imposé le cessez-le-feu au gouvernement de Netanyahou.

Pour les États-Unis et Trump, l'agenda au Moyen-Orient est bien plus vaste que Gaza, et même plus vaste qu'Israël et ses guerres. Pour Trump, les affaires passent avant tout, et comme l'a prouvé sa première présidence, les affaires dans la région passent par la normalisation et la stabilité, et non par la guerre. Israël a eu 15 mois pour préparer le terrain pour le projet de Trump au Moyen-Orient sans la Palestine sur la table, et il a échoué. Aujourd'hui, l'envoi de Trump dans la région, Steve Witkoff, s'occupe des négociations de cessez-le-feu, enlevant à Netanyahou le contrôle absolu sur celles-ci au milieu des tentatives [israéliennes de changer les termes](#) et d'échapper aux engagements qu'il avait signés.

Cependant, les États-Unis et l'administration Trump sont loin de rompre avec la position traditionnelle des États-Unis de soutien total à Israël. Au contraire, elle a complètement abandonné les apparences traditionnelles d'une tentative de parvenir à un accord avec les Palestiniens sur la base d'une solution à deux États, donnant la priorité aux occupations d'Israël en matière de « sécurité ». Dans toutes ses déclarations, Trump a réaffirmé son soutien aux choix d'Israël, y compris la reprise de la guerre contre Gaza, et a même appuyé l'[ambition israélienne de nettoyage ethnique de Gaza](#), en y ajoutant une touche trumpienne en promettant de créer une « Riviera du Moyen-Orient ».

Malgré tout cela, Trump a clairement indiqué qu'il n'était pas intéressé par une extension de la guerre, et [encore moins par une guerre contre l'Iran](#). Par delà les déclarations extravagantes de Trump sur Gaza, son bras droit pour le Moyen-Orient, Steve Witkoff, se concentre uniquement sur la sauvegarde de l'accord de cessez-le-feu et la suppression des obstacles dressés par Netanyahou.

Trump se rend également compte que tout le monde ne réagit pas positivement à l'intimidation des États-Unis. Le rejet collectif du plan de déplacement de Trump pour Gaza par les gouvernements arabes, européens et autres a montré clairement que certaines constantes ne peuvent pas être déplacées si facilement. Donald Trump lui-même est revenu sur son plan pour Gaza, déclarant la semaine dernière qu'il était « surpris » par le rejet de celui-ci par la région, ajoutant qu'il « ne l'imposerait pas ». Les limites de ce que l'alliance américano-israélienne basée sur la force peut réaliser ont commencé à apparaître.

Qassam Muaddi est le rédacteur palestinien de Mondoweiss. Suivez-le sur Twitter/X à l'adresse [@QassaMMuaddi](#).

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine

Source : [Mondoweiss](#)

date crÃ©e
2025/03/04